

« Le combat des mouvements pour la paix » — Sulafa Makhoul, *The Peace Partnership*, 25 juin 2025

Présentation

Bienvenue à notre rencontre quotidienne *Eyes on Gaza*. Bonjour à toutes et à tous, nous sommes heureux de vous voir. J'espère que la fin de la guerre avec l'Iran apporte un léger soulagement. Malheureusement, la guerre à Gaza continue, avec son cortège de violences, comme encore hier : au moins 74 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza, ainsi que 7 soldats israéliens. Ce n'est pas seulement un bain de sang effroyable : c'est aussi la destruction, le déplacement, et des tragédies incessantes. Voilà pourquoi nous sommes ici. Nous entamons aujourd'hui le quatrième jour de ces rencontres, sous le titre *Eyes on Gaza*. Avant de présenter notre invitée, je voudrais dire quelques mots. D'abord, il faut rendre hommage — et je ne crois pas que cela ait été assez souligné — à celles et ceux qui ont lancé cette initiative : Lior Levy et Ayelet Ben-Yishai, de l'Université de Haïfa. Ils méritent toute notre reconnaissance. Un mot aussi sur l'Université de Haïfa : pour ceux qui l'ignorent, les étudiants arabes y représentent aujourd'hui près de 50 pour cent. C'est pourquoi nous avons décidé d'expérimenter un format bilingue, en arabe et en hébreu, afin de mettre en valeur l'arabe et de commencer à briser l'automatisme de la domination de l'hébreu. Concrètement, je présenterai notre intervenante en arabe et en hébreu, elle prendra ensuite la parole dans la langue de son choix. Pendant les questions-réponses, nous accepterons les interventions en arabe comme en hébreu, et nous répondrons dans la langue utilisée. Si cela s'avère trop difficile, nous chercherons d'autres solutions, par exemple la traduction. Voyons comment cela fonctionne. Aujourd'hui, nous accueillons Sulafa Makhoul, coordinatrice de *Peace Partnership*, qui va nous parler du combat des mouvements pour la paix à Gaza. Sulafa, vous avez huit minutes.

Intervention

Merci infiniment. Merci de cette opportunité, merci à celles et ceux qui sont venus écouter. *Peace Partnership* (« Alliance pour la paix ») est une coalition que je co-anime. Ce n'est pas une organisation, mais une coalition née d'un problème qui concerne les mouvements pour la paix. Tout a commencé dès les premiers jours de la guerre, après la catastrophe du 7 octobre. À ce moment-là, les émotions étaient à vif : personne n'osait dire clairement non à la vengeance, non à un nouveau désastre, non au bain de sang. Il fallait qu'un cadre commun permette à différentes organisations, jeunes militants et même partis de porter ce message à une époque de peur, d'intimidation et de persécutions politiques — peur du gouvernement, mais aussi peur d'une société elle-même encore meurtrie et incapable d'entendre une voix dissonante.

C'est de là qu'est née *Peace Partnership*. Aujourd'hui, elle rassemble plus de 60 organisations, mouvements et partis. Malgré leurs divergences, malgré les tensions sur les formulations ou les points de vue, tous s'unissent pour proclamer un message commun : « Arrêtez la guerre à Gaza ! » C'est ce que nous avons dit dès le premier jour, et nous le répétons encore. Ce mot d'ordre, d'abord marginal, a peu à peu gagné du terrain, et de plus en plus de personnes nous rejoignent. Mais notre lutte ne se limite pas à l'intérieur de nos rangs : nous devons aussi affronter le gouvernement, l'establishment, et une dérive fascisante. Car, derrière le mot « démocratie », c'est bien une dictature qui s'exerce, une dictature qui empêche de dire ce qui se passe et ce à quoi nous nous opposons. Notre combat est triple : contre nous-mêmes, pour dépasser nos différences ; contre un gouvernement qui réprime ; et au sein de la société, où il est si difficile de faire entendre une voix minoritaire, différente du discours répété en boucle dans les médias.

Un tournant s'est produit récemment. Comme me le disait une amie : « Sulafa, il y a maintenant une clarté nouvelle, quelque chose a changé ». La société israélienne commence à bouger, et la société arabe, longtemps paralysée par la peur, commence elle aussi à se lever. Nous l'avons ressenti lors d'une grande manifestation à Haïfa il y a un mois, ainsi que dans des actions communes avec

d'autres partenaires de la région. De là est née une vaste campagne humanitaire intitulée *Nous ne restons pas à l'écart*, pour acheminer de l'aide à Gaza. Au départ, nous craignons que l'opinion israélienne ne suive pas, puisque le discours officiel justifie la guerre. Et pourtant, en un mois, nous avons levé plus d'un demi-million de shekels. Preuve qu'un autre discours existe : celui de gens qui ont peur, qui n'osent pas dire qu'ils pensent différemment, mais qui, lorsqu'ils trouvent un canal, se manifestent.

La fracture entre la réalité et la perception est immense. Certains, en Israël, demandent si l'aide alimentaire envoyée est adaptée aux régimes spécifiques... alors même que la nourriture n'arrive pas à Gaza, ou se limite à quelques sacs de farine vendus à prix exorbitants. Cet écart d'information, cette ignorance entretenue, est une lutte en soi. C'est pourquoi vos rencontres *Eyes on Gaza* essentielles : elles ouvrent les yeux. La vraie question est : comment transmettre cette information à celles et ceux qui n'entendent que des bribes ? Dans la société arabe en Israël, le problème prend une autre forme : la peur, encore, et l'indifférence cultivée par le gouvernement. L'idée que « puisque je peux manger et boire, alors tout va bien ». Une résignation au minimum vital, comme si l'on ne pouvait pas espérer plus, ni la vérité, ni la justice. C'est une réalité douloureuse : accepter de recevoir « moins » en tant qu'être humain, par peur que pire n'arrive. Voilà ce que nous vivons.

Questions-réponses

Ido : « Vous avez mentionné trois objectifs : informer le public en Israël, acheminer de l'aide à Gaza et affronter la peur au sein de la société palestinienne. Où se situe la priorité aujourd'hui ? »

Sulafa : Bien sûr. Nous travaillons dans plusieurs directions quasiment en même temps. Nous ne pouvons pas nous concentrer sur un seul axe. Cela dépend des situations au fur et à mesure — de ce qui est urgent. À Gaza, tout est urgent, mais si quelque chose de particulièrement inhabituel se produit, nous agissons en conséquence. Par exemple, si quelque chose arrive à Haïfa, nous répondons là-bas. Donc, nous faisons tout en parallèle. C'est éprouvant, mais c'est ce que nous pouvons faire .

Ido : J'aimerais poser une question sur cette campagne d'aide humanitaire — j'y ai contribué, mais en la partageant j'ai reçu des questions : « Comment l'aide parvient-elle aujourd'hui, compte tenu du siège et des restrictions ? » Pouvez-vous expliquer le mécanisme, sachant que certains restent sceptiques ?

Sulafa : Oui, il y a deux volets. D'abord, je précise que dans le lien de don se trouve un fichier PDF avec des réponses à toutes ces questions. Je vais répondre maintenant bien sûr, mais vous pouvez toujours vous y reporter si vous en avez d'autres. À l'époque où rien ne pouvait entrer, nous avons transféré de l'argent à des militants de *Damour* avec lesquels nous travaillons à l'intérieur de Gaza. Ils recevaient les fonds et achetaient ce qui était disponible sur le marché. Le problème, c'est que les prix y sont extrêmement élevés. Les habitants ne peuvent pas se payer le peu qui s'y trouve. Nous achetons donc pour eux et nous distribuons de la nourriture. Plus tard, lorsque certaines livraisons ont été autorisées à entrer, nous avons basculé vers ce canal. En ce moment, le projet de la semaine consiste à préparer le creusement d'un puits et l'approvisionnement en eau. Tout cela se fait en coordination entre l'Arava Institute et *Damour*. Ils ont des militants sur place qui distribuent nourriture et eau — tout ce qui est nécessaire, même en hiver — directement aux personnes que nous connaissons personnellement, ainsi que via des militants individuels (<https://www.timesofisrael.com/palestinians-and-israelis-partner-to-feed-thousands-of-gazans-as-food-aid-fluctuates/>).

Ido : « Comment faire passer le message de paix auprès des jeunes ? J'ai le sentiment que le mot lui-même suscite de l'hostilité dans la société israélienne. Comment la jeunesse palestinienne réagit-elle au discours de paix ? »

Sulafa : Ce n'est pas simple non plus au sein de la société arabe et palestinienne. Mais, malgré toute la peur qui a existé, on observe une volonté croissante de parler davantage de paix. En même temps, la peur demeure. En tant qu'étudiante qui travaille directement avec des jeunes Palestiniens, engagée dans les luttes étudiantes internes, opposée à la guerre et active dans des actions communes, je peux dire que c'est un défi majeur. Au sein de la société palestinienne, deux tendances coexistent : celles et ceux qui veulent fortement et croient au travail conjoint pour la paix, et celles et ceux qui — après le 7 octobre — ont perdu foi en cette idée. Nous y sommes confrontés aussi, et nous nous battons pour un partenariat arabo-juif.

Ido : Permettez une autre question : cette nouvelle initiative est-elle liée à d'autres acteurs — partis politiques, organisations de défense des droits humains ? Je me demande parfois s'il n'y a pas une inflation d'organisations et d'institutions, où, au final, on en arrive à « tu as eu plus, j'ai eu moins ». Je ne sais pas si la question est délicate, mais la voici.

Sulafa : Nous ne constituons pas un parti. Ce n'est pas notre vocation. Au contraire, nous cherchons constamment des solutions de terrain pour apaiser les peurs. Nous ne sommes pas un parti. Tout le travail du partenariat consiste à offrir un espace pour que les petites organisations puissent grandir. C'est, au fond, ce que nous faisons. Bien sûr, vous avez raison — il existe des organisations, des partis et des associations plus puissants, avec davantage de militants et d'influence. Oui, parfois, le récit d'un groupe prend le dessus sur les autres. Mais c'est précisément pour cela que nous existons. Nous maintenons la ligne générale de Peace Partnership, sans jamais abandonner nos partenaires. Nous nous efforçons en permanence de construire le cadre de débat le plus large possible, permettant la reconnaissance de tous. Je ne cache pas que c'est épuisant. Il est très difficile de convaincre quelqu'un de lâcher sa ligne personnelle — une position forgée de longue date — pour parvenir à un compromis et s'opposer ensemble à la guerre. Mais je peux dire que notre travail de partenaires, c'est cela : quiconque veut s'opposer à la guerre, nous le soutenons — quel que soit son profil. Nous faisons de notre mieux pour offrir une place particulière aux petits collectifs, d'ordinaire trop craintifs ou insuffisamment dotés — en moyens financiers, en organisation ou en capacité de diffusion.

Ido : Une question de Yael Dekel : « Pouvez-vous dire un mot sur la nouvelle campagne, s'il y en a une, et éventuellement partager un lien ? » Et une autre de Hila Lulu Lin : « Que faisons-nous pour favoriser la communication et la collaboration entre étudiants ? » Elle pose la question en tant qu'enseignante à Bezalel, où, dit-elle, le silence est assourdissant.

Sulafa : La campagne avait été interrompue, mais nous l'avons relancée dimanche dernier, il y a deux jours, et nous la mènerons pendant environ un mois. Elle se poursuit, en coopération avec *Damour*. Je partage le lien dans le chat : <https://www.drove.com/campaign/67ffbe4881a398d0569d1cad?id=67ffbe4881a398d0569d1cad&lang=en> . Pour l'instant, les dons ne peuvent être effectués qu'en Israël, mais nous travaillons à une autre option pour l'étranger ou pour celles et ceux qui ne souhaitent pas donner en shekels. S'agissant de la deuxième question, sur les étudiants : je dirai ceci — vous, professeures et professeurs, êtes essentiels, car la peur des étudiants est double : peur en tant que citoyennes et citoyens, puisque tout fait peur, et peur d'être exclus ou d'échouer dans leurs études. La persécution politique est bien réelle. Quand des enseignants prennent la parole et disent : « Je veux ouvrir cet espace pour vous », les étudiants viennent. Tout ce que nous avons fait, par exemple à l'Université de Tel Aviv, où j'étudie — les cours ouverts sur Gaza, la Journée de la Nakba organisée ensemble par étudiants et enseignants, où ils sont venus se tenir à nos côtés — tout cela nous donne un sentiment de sécurité. Je peux vous l'assurer, en tant qu'étudiants : sans vous, les enseignants, rien n'est possible, car vous êtes le seul facteur qui garantisse un minimum d'acceptation.

Ido : Merci ! Je pense que nous allons nous arrêter ici — sur cette réponse importante à propos des étudiants.